



# **Géopolitique des hydrocarbures en Iran**

Mémoire de géopolitique du chef d'escadron Jean-Armel Sentis  
dans le cadre de l'étude dirigée  
« Géopolitique du Proche et Moyen-Orient »

Directeur : M Frédéric Encel

Mars 2003

## FICHE DOCUMENTAIRE

**Titre du Mémoire :** Géopolitique des hydrocarbures en Iran

**1. Identité de l'auteur :** chef d'escadron (terre) Jean-Armel Sentis (France)

**2. Date de la rédaction :** Mars 2003.

**3. Division de l'officier stagiaire :** C4

**4. Nature du travail :** Mémoire de géopolitique.

**5. Résumé de synthèse du travail :**

Historiquement puissance majeure de la région, l'Iran a l'ambition de retrouver son rôle traditionnel. Que l'aspect idéologique du régime islamique perdure ou qu'une ouverture à ce qu'il est convenu de nommer la modernité se fasse montre, les hydrocarbures représentent le levier principal sur lequel les Iraniens peuvent s'appuyer pour réaliser cette ambition. Le mémoire s'attache donc à présenter une problématique ambivalente. L'Iran est un pays producteur, acteur de l'OPEP, qui désire jouer un rôle industriel (raffinage) et contrôler son aire d'influence culturelle traditionnelle. Il souhaite ainsi participer à l'évacuation des hydrocarbures des pays riverains de la mer Caspienne.

**6. Mots clés :** Iran, hydrocarbures, pétrole, gaz.

# BIBLIOGRAPHIE

## **Ouvrages.**

- Les hydrocarbures en Iran, F. Campos, DULCO de persan, 2002
- Asie centrale, le nouveau grand jeu, P. Karam, Harmatan, 2002
- Géopolitique de la nouvelle Asie centrale, Djalili & Kellner, PUF, 2001
- La nouvelle Caspienne, André Dulait & François Thual, ellipses, 1998
- Atlas d'Iran de B. Hourcade, H. Mazurek, M. Taleghani, M.H. Papoli-Yazdi (Reclus – La Documentation Française).
- Exporter en Iran de Y. Cadilhon (Editions du Centre Français du Commerce Extérieur).
- L'Iran en transition, rapport du Sénat 1999-2000.

## **Revue et journaux.**

- -«Le Monde ».
- -«Géopolitique » n° 64 et 76.
- -«Défense Nationale » de novembre 2000.
- -«Les Cahiers de Mars », n° 167.
- -«Notes et Etudes Documentaires n°5040-41, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie », la Documentation Française.
- -«Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien » n° 23.
- -«The Politics of Oil in the Caucasus and Central Asia », Adelphi, n°300.

## **Internet.**

- -<http://www.nioc.ws>
- -<http://www.nisoc.com/>
- -<http://www.iranexpert.com/>

## INTRODUCTION

Les hydrocarbures sont une composante essentielle de l'économie moderne. On a parfois pu, dans une perspective que n'auraient pas renié les physiocrates, comparer le pétrole au sang irriguant l'organisme.

Les énergies fossiles constituent un enjeu stratégique majeur qui s'inscrit dans une logique rationnelle ; elles ne semblent que peu liées à la grille de lecture chère à M. Yves Lacoste, celle des représentations.

Pourtant, il est assez courant dans le monde musulman, d'y voir une bénédiction divine. A l'opposé, l'idée qu'une malédiction serait attachée à la possession de richesses naturelles ne semble pas dénuée de pertinence. Certaines contrées comme le Japon ou Formose nullement dotées des immenses richesses qui caractérisent l'Afrique ou l'Asie mineure, ont été condamnées à un surcroît d'intelligence. Mettant en pratique un trivial adage opposant pétrole et idées, elles ont prouvé que le développement était affaire de volonté et de créativité.

Face au monde arabo-musulman qui, quoique très divers, reste culturellement marqué par l'application littérale des textes sacrés et demeure traumatisé par l'évolution de la pensée, l'Iran pourrait, contre toute attente être le premier État d'Asie mineure à interioriser ce qu'il est convenu de nommer modernité.

Une étude historique permettrait de mettre en relief l'originalité persane qui n'a jamais véritablement été dissoute par l'Islam. L'adoption du chiisme par les Séfévides permit au contraire de nationaliser la religion un peu comme leurs lointains prédécesseurs Sassanides lorsqu'ils avaient imposé le mazdéisme comme religion d'Etat et donné un caractère persan au christianisme à travers l'hérésie nestorienne. La crispation religieuse née avec la révolution islamique est probablement en train de brûler ses derniers feux.

L'Iran va donc probablement devenir une puissance la puissance régionale qu'avait rêvée le dernier chah.

Pour réaliser ces ambitions, les hydrocarbures jouent un double rôle. Facteur de puissance, il est aussi un moteur de l'économie à condition que l'industrie ne se limite pas à l'extraction. Et, en effet, Iran a l'ambition de devenir un acteur majeur dans la commercialisation et le traitement des hydrocarbures

Ce mémoire s'attachera donc à présenter la situation dans le pays avant d'évoquer la problématique très particulière de l'exploitation et de l'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne.

# 1 Données générales

## 1.1 Historique

En matière d'hydrocarbures, l'Iran est un pays précurseur dans toute la région du Moyen-Orient. C'est, en effet, dès le 26 mai 1908, après 7 ans d'efforts, que le pétrole jaillit pour la première fois en Perse à Masdjed Soleyman, dans une concession accordée à l'époque aux Britanniques. Dès lors, les choses vont très vite ; En 1909, l'Anglo Persian Oil Company est créée pour exploiter ce gisement. En 1912, un « pipeline » relie Masdjed Soleyman à la raffinerie d'Abadan (2400 barils par jour à l'époque). L'Iran tente une expérience autonome avec le docteur Mossadegh, qui nationalise les compagnies pétrolières. Ramené dans le giron américain avec la participation au pacte de Bagdad, il le quitte définitivement avec la révolution islamique.

Quatre-vingt-dix ans après l'entrée de l'Iran dans l'ère de « l'or noir », les hydrocarbures constituent la base de l'économie iranienne et cette dépendance est particulièrement sensible au niveau des finances publiques : les recettes tirées de ce secteur correspondent à plus de la moitié des recettes budgétaires totales. De même, pour ce qui relève des comptes extérieurs, les revenus d'exportation des hydrocarbures couvrent quelque 85% des recettes totales. Les fluctuations des cours du brut affectent la croissance de l'économie iranienne. En 1998-1999, la baisse de 36% en moyenne des cours du pétrole a entraîné un fort tassement de la croissance nationale (baril à 10.5 USD). A l'inverse, la remontée actuelle des cours (32 USD le baril) améliore les comptes extérieurs et la situation des finances publiques.

## 1.2 Une situation géologique privilégiée.

Il ne sera principalement question ici que du gaz et du pétrole naturels que l'on trouve dans le sous-sol. Il existe en effet d'autres formes de gaz (le gaz des hauts fourneaux, celui obtenu

dans les cokeries à partir de la combustion du charbon). De même, il est possible de créer du pétrole synthétique à partir du charbon, comme l'ont fait les Allemands pendant la dernière guerre mondiale.

### **1.2.1 Origine des hydrocarbures**

Les Anciens pensaient que le pétrole (« huile de pierre » en latin) était un minéral. En fait, le pétrole et le gaz proviennent de la décomposition de plancton animal, c'est à dire des animaux microscopiques qui vivaient près de la surface de mers peu profondes (-200 mètres au maximum). Ces animaux, en mourant, se sont peu à peu accumulés au fond et se sont retrouvés enfouis sous des sédiments (sables, argiles, marnes) ou ils se sont décomposés sous l'action de bactéries. Cette boue organique (kérogène), sous certaines conditions de température et de pression (liées souvent à un abaissement des fonds marins) s'est transformée peu à peu en fluides, liquides ou gaz.

### **1.2.2 Situation géologique**

Les hydrocarbures ne restent pas dans les « roches mères » où ils se sont formés. Au contraire, ces liquides et ces gaz migrent par des fissures dans le sous-sol et parfois arrivent à la surface. Ainsi, les habitants de la plaine de Mésopotamie utilisaient jadis du bitume comme ciment. Souvent, les hydrocarbures sont bloqués par un obstacle et s'accumulent. Il n'existe pas de nappe ou de grotte remplie de pétrole ! Les hydrocarbures au contraire, imprègnent des roches « magasins », suffisamment perméables pour laisser passer ces gaz ou ces liquides. Pour que le gisement soit intéressant à l'exploitation, il faut un taux de porosité minimum pour permettre une bonne concentration des hydrocarbures (au moins 15 %). Quand les conditions sont excellentes, ce taux peut atteindre les 40 %.

La plate forme arabique (terrain très vieux, cristallin) est au contact du Zagros, montagne plissée qui date du Tertiaire et du Taurus en Turquie. Entre les montagnes plissées et la plate-forme arabique s'est formé un géosynclinal, c'est à dire un creux très profond où s'accumulent les sédiments. C'est la plaine de Mésopotamie qui s'étend des sources du Tigre

et de l'Euphrate, jusqu'au détroit d'Ormuz, en englobant l'Irak, une partie de l'Iran et le Golfe Persique.

### **1.3 Principaux gisements**

Les réserves de brut sont estimées aux alentours de 92 milliards de barils (9% des réserves mondiales), surtout « on shore » et à 5.5 milliards au minimum pour les condensats. L'Iran se place derrière l'Arabie Saoudite (263 milliards de barils) et l'Iraq (au moins 100 milliards de barils). Les réserves de gaz (24300 milliards de m<sup>3</sup>) sont les deuxièmes du monde (entre 15 et 25 % des réserves mondiales) derrière la Russie (51000 milliards de m<sup>3</sup>).

Il existe une trentaine de gisements actuellement exploités en Iran. Historiquement, l'exploitation des hydrocarbures a commencé « on shore <sup>1</sup> » dans le Khuzestân. Mais cette région a beaucoup souffert de la guerre contre l'Irak. Peu à peu, la production s'est déplacée vers le sud et l'est, le long du Golfe Persique. Toutefois, des découvertes récentes (Azadegan par exemple) laissent supposer que le Khuzestân continuera à être une région pétrolière de première importance.

-Masdjed Soleyman, gisement «on shore», à 360 mètres de profondeur. C'est là que le pétrole a jailli pour la première fois en 1908.

-Ahwaz-Bangestan (250,000 b/j actuellement, 600,000 b/j prévu d'ici 8 ans avec un investissement de 2.5 milliards d'USD).

-Marun,

-Gatchsarân,

-Aqad Jâri,

-Bibi Hakimeh,

-Darkhovin au nord d'Abadan, avec des réserves estimées entre 3 et 5 milliards de barils et qui commence à être exploité depuis juin 2001. Ce gisement devrait fournir 160 000 barils par jour.

- Azadegan, à quelques kilomètres de la frontière irakienne. En octobre 1999, ce gisement a été présenté comme la plus importante découverte de ces trente dernières années (réserves de

---

<sup>1</sup> Littéralement sur la côte, à comprendre dans le sens sur la terre ferme.

24 milliards de barils, avec une production possible de 300 000 à 400 000 barils par jour). Depuis septembre 2001, l'administration américaine enquête sur la compagnie CONOCO qui aurait violé l'embargo des Etats Unis en aidant l'Iran dans la prospection de ce gisement.

-Dasht-e Abadan, découvert par la NIOC en 2001 et qui aurait des réserves comparables à Azadegan.

Les trois gisements suivants sont plus modestes. Ils sont mentionnés ici parce que des entreprises françaises participent à leur exploitation.

-Sirri,

-Doroud,

-Balal : 100 km au sud ouest de l'île de Lavan, dans le Golfe persique, par 70 mètres de fond, avec des réserves récupérables estimées à 100 millions de barils. La première production était prévue en 2001, avec un débit de 40000 barils par jour.

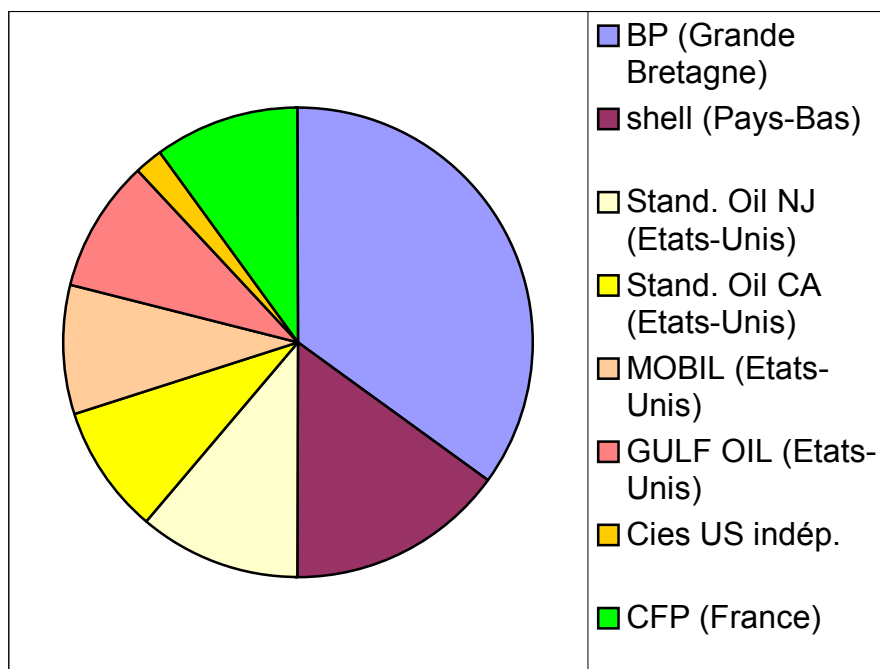
En général, les gisements contiennent du pétrole et du gaz. Parfois, il n'y a que du gaz. Quand il n'est pas exploité ou brûlé dans des torchères, le gaz est souvent réinjecté dans les gisements de pétrole les plus anciens et dont le rendement commence à baisser, par exemple à Marun, Karanj, et surtout Gatchsarân. En revanche, cette technique ne donne pas toujours satisfaction (Aqad Jâri par exemple).

Pour le gaz, le gisement le plus prometteur est celui de South Pars (9100 milliards de m<sup>3</sup>), à cheval sur la frontière maritime avec le Qatar. Toutefois, l'Iran souhaiterait aussi développer cinq gisements (pétrole et gaz) près du détroit d'Ormuz, dans la région de Hengâm.

Il existe aussi un gisement au nord est du pays, à Kangirân, riche en hydrogène sulfuré.

## 2 L'Etat principal acteur.

### Les concessions des compagnies pétrolières étrangères avant 1951.



### 2.1 Une activité nationalisée.

Depuis 1951, le secteur des hydrocarbures est nationalisé : le pétrole est propriété publique et les concessions sont interdites. Le ministère du Pétrole a la tutelle du secteur : il supervise quatre activités de base (pétrole, gaz, raffinage, pétrochimie) par le biais de sociétés holdings, National Iranian Oil Company (NIOC), National Iranian Gas Company (NIGC), National Iranian Refining and Distribution Company (NIRDC), National Petrochemical Company (NPC). Mais plusieurs pôles coexistent à côté de ces sociétés : le ministère de l'industrie, l'Oil Industry Investment Company, société du fonds de retraite de la NIOC par exemple.

Il semble toutefois exister une exception à cette règle. La fondation de L'Imam Reza (Astan-e Qods Razavi) aurait reçu en 2000 l'autorisation de construire une raffinerie de 50000 barils

par jour dans la zone franche de Sarakhs, en utilisant du pétrole importé d'Asie centrale. Le pétrole traité serait revendu à la NIOC qui le commercialiserait en Iran ou sur d'autres marchés.

## **2.2 Le Secteur privé.**

Le secteur privé est également actif (Gas Souzan, Torkan Filters, Fan Generator, Iran Motor Spare Parts). Certaines des usines iraniennes du secteur ont reçu la norme ISO 9000. Le secteur privé est particulièrement actif dans le domaine de l'ingénierie et de la construction. L'Iran commence à exporter certains de ses équipements pétroliers et gaziers, ainsi que des services.

## **2.3 le retour des compagnies étrangères**

Le secteur des hydrocarbures s'ouvre à l'étranger malgré tout, puisque l'Iran a lancé en 1995 et en 1998, à grand renfort de publicité, plus d'une cinquantaine de projets en « buy back », portant sur le développement de gisements de pétrole ou de gaz, sur la construction ou la modernisation de raffinerie de brut ou de condensats, sur des activités d'exploration, sur la récupération et l'injection de gaz. En effet, en raison des contraintes de financement pesant sur l'Iran, la NIOC cherche à promouvoir les projets d'investissements pétroliers et gaziers auprès d'investisseurs étrangers en proposant des plans « contre-achat » ou « buy back ». Il s'agit de contrats négociés par la NIOC avec une ou plusieurs entreprises étrangères en vue d'assurer l'exploration de nouveaux gisements et les investissements de développement. L'exploration reste entièrement sous contrôle de l'Etat. Les contre-achats iraniens sont d'une durée relativement courte (3 à 5 ans) et rémunérés à taux fixe (jusqu'à présent entre 16 et 18 %). Le premier partenariat a été signé en 1995 avec Total, pour développer le gisement pétrolier de Sirri dont la production a commencé en 1999. Ce système n'est pas propre à l'Iran puisque l'Irak et le Koweït y ont aussi recours.

Ce système de contrat présente deux inconvénients pour les signataires : d'une part, les compagnies ne sont pas sûres de voir leur contrat renouvelé à la date d'expiration ; elles peuvent, certes, entrer dans le pays mais ne sont pas certaines d'y rester. En cas de non-renouvellement de contrat, elles doivent en effet remettre l'ensemble des installations à la NIOC. D'autre part, en cas de chute des cours du pétrole, le gouvernement iranien est amené à produire plus pour rendre le contrat rentable car le taux de rémunération est fixe.

Les créneaux offerts aux sociétés para pétrolières et para gazières sont les suivants :

- Achats réguliers d'équipements, de produits chimiques, de services sophistiqués,
- Projets d'exploration et de développement dont la plupart, une soixantaine, sont incluse dans la liste des « buy-back »,
- Projets d'oléoducs et de gazoducs de transit ou d'exportation de gaz,
- Produits iraniens de raffineries à l'étranger en appui de livraison de brut iranien.

Huit projets en « buy-back » ont déjà été signés et les pétroliers français ont particulièrement bien profité de l'ouverture de l'amont iranien :

- Sirri A et E (Total, 1995, 1 milliard d'USD)
- South Pars 2 et 3 (Total, 1997, 2 milliards d'USD). Les sociétés Gazprom et Petronas (Malaisie) sont aussi partie prenante dans l'exploitation de ce gisement.
- Doroud (Elf, 1999, 1 milliard d'USD). Après deux ans de négociations, Elf (60 %) en partenariat avec Agip (40 %) a signé le 1<sup>er</sup> mars 1999 un accord de développement de ce gisement « offshore <sup>2</sup> » afin de porter la production du site de 145000 b/j à 220000 b/j. Passé pour une durée de 49 mois, ce contrat consacre le retour d'Elf en Iran qui, après avoir été un des principaux acteurs du développement énergétique dans les années 60 et 70, s'était retiré après la Révolution.
- Balal (ELF, 1999, 300 millions d'USD). Ce contrat a également été signé en avril 1999 avec la compagnie canadienne Bow Valley (85 % pour Elf et 15 % pour Bow Valley).

Dans le domaine du raffinage, un contrat a été signé en janvier 2002 avec Alstom pour développer le complexe pétrochimique de Tabriz.

---

<sup>2</sup> Au delà des côtes, en mer.

Le développement des champs de Nowrouz et Soroush (80 kilomètres à l'ouest de Kharg) a été attribué à la Shell, South Pars 4 et 5 à Agip.

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2000, la Japan National Oil Company est actuellement la mieux placée pour obtenir l'autorisation de se lancer dans l'exploitation d'Azadegan.

Les achats d'équipement passent généralement par la société Kala Naft basée à Londres. Les sociétés d'ingénierie gouvernementales (OIEC, IOEC) ont des budgets limités mais séparés et traitent gré à gré. La NIGC lance des appels d'offres par le biais de Kala Naft et de Kala Gas. La négociation et la réalisation des contrats de « buy-back » sont de la responsabilité du directeur général adjoint de la NIOC.

Cependant, l'efficacité de ces contrats est aujourd'hui remise en cause. D'une part, ils manquent d'attractivité pour les compagnies étrangères. D'autre part, il existe des affaires de corruption et l'Iran s'est aperçu que certains contrats profitaient plus aux compagnies étrangères qu'au pays lui-même. Ainsi, il n'y a quasiment pas eu de signature de contrat « buy back » depuis avril 2001.

## **2.4 Principaux acteurs industriels.**

### **2.4.1 La National Iranian Oil Company (NIOC).**

La NIOC s'appuie sur plusieurs compagnies « subsidiaires » pour gérer ses différentes activités.

-Recherche et exploration de nouveaux gisements de pétrole et de gaz (topographie, gravitométrie, magnétométrie, sismographie).

-Forages « on shore » et « offshore ». Cette activité, comme la recherche et l'exploration de nouveaux gisements, est assurée en grande partie par la National Iranian Dringuelle Company, qui vend également son savoir-faire à l'étranger (Asie centrale et Golfe).

-Exploitation des gisements de pétrole et de gaz, (y compris en passant des accords avec des compagnies étrangères). La National Iranian South Oil Company (NISOC) gère surtout les gisements « on shore », les gisements en mer dépendent de l'Iranian Offshore Oil Company (IOOC).

-Approvisionnement des raffineries et des complexes pétrochimiques.

-Exportations de pétrole brut et de produits raffinés. La National Iranian Tanker Company (NITC) possédait 18 pétroliers en 1999, dont 11 réservés au transport du pétrole brut, soit un tonnage de 3 millions de tonnes. A ces 18 pétroliers se rajoutent 26 navires divers (remorqueurs, bateaux de prospection, bateaux de lutte contre les incendies...). La NITC a passé commande d'autres pétroliers auprès du Japon et de la Corée (Hundaï). En 1999, elle a envisagé la construction de 5 super tankers de 300000 tonnes ainsi que 10 pétroliers de taille plus modeste de type « Suezmax » et « Aframax ».

-Fabrication de matériels pour les oléoducs et les gazoducs. L'Ahvaz Pipe Mill (APM) dispose de trois unités de fabrication de tubes et tuyaux divers. Elle a plus de trente ans d'expérience et une capacité de 420000 tonnes par an.

-Collaboration avec l'OPEP ou avec d'autres organisations internationales, compagnies étrangères. C'est principalement le rôle du Directorate of International Affairs (marketing & export).

-Préparation de la politique pétrolière du pays.

#### **2.4.2 La National Iranian Gas Company (NIGC).**

-Traitement du gaz,

-Acheminement vers les lieux de consommation,

-Distribution aux secteurs domestiques, industriels et commerciaux, et aux centrales électriques.

La NIGC possède 5 sites de traitement de gaz, qui ont une capacité totale de 207.9 millions de m<sup>3</sup>. Il existe également une petite raffinerie à Sarajeh (0.4 million de m<sup>3</sup> en 1998-1999).

Sur le champ gazier de Kangirân au nord est du pays, la NIGC possède une raffinerie qui sert surtout à récupérer l'hydrogène sulfuré présente à cet endroit.

Sites de traitement	Capacité (millions de m <sup>3</sup> )	Production en 1998/1999
---------------------	--	-------------------------

Vali-e-Asr	89.00	74.2
Aghar & Dalan	39.60	6.3
Bid Boland	34.00	32.8
Shahid Hashemi Nejad	31.30	23.8
Sarkhoun	14.00	7.4
<b>Total</b>	<b>207.90</b>	

L'exportation du gaz naturel passe par deux grands terminaux gaziers : Asaluyeh en face du gisement de South Pars et l'île de Kish.

### **2.4.3 La National Iranian Refining and Distribution Company (NIRDC).**

Le pétrole à l'état brut est un liquide brun, plus ou moins foncé et visqueux. « L' Iranian Heavy » est un pétrole très lourd qui ne peut être utilisé directement. Il faut donc le raffiner pour séparer les différents hydrocarbures qui le composent et éliminer les produits inutiles (souffre, oléfine, paraffine). Le plus souvent, ce processus est réalisé dans des tours de distillation. Le pétrole est chauffé à 360° au maximum puis vaporisé dans les tours de raffinage. La séparation des produits s'effectue grâce à une différence de densité. Cette technique sert surtout à obtenir des produits lourds (bitume, fuel lourd pour les centrales électriques, huiles de graissage). D'autres méthodes de raffinage se développent également. Les molécules d'hydrocarbures sont « brisées » (« cracking thermique ou catalytique ») puis reformées (« reforming ») pour obtenir des produits plus légers ou plus riches en octane (kérosène, essence, naphta pour la pétrochimie).

La NIRDC est chargée des opérations suivantes :

- Raffinage du pétrole brut.
- Production et distribution des produits raffinés (essence, gasoil, kérosène, fuel...),
- Gestion des stocks et des dépôts de pétrole et de produits raffinés,

Ces deux dernières missions sont assurées par la National Iranian Oil Distribution Company qui utilise des oléoducs, des navires pétroliers, des citernes sur camions ou sur voie ferrée. Elle possède, en outre, environ 33 sites de stockage.

La NIRDC possède 9 raffineries. Abâdân est la plus ancienne et a été la plus grande du monde pendant longtemps. Fortement endommagée pendant la guerre contre l'Irak, elle a été reconstruite et est aujourd'hui la plus importante raffinerie du pays. C'est également une raffinerie « école » qui sert à l'instruction des futurs experts du pays. A proximité a été créée aussi l'Abâdân Institute of Technology (AIT) vers 1938-1939, aujourd'hui Oil Industry University.

40.6 % des produits obtenus sont des produits lourds (Fioul lourd, bitumes, etc...), 41.6 % des produits moyens (Kérosène, gasoil, lubrifiants, solvants, etc...) et 18 % des produits légers (gaz, essence, carburants pour avions à réaction etc...). Abâdan produit surtout des produits lourds, Ispahan des produits moyens et Tabriz des produits légers. L'offre locale en produits raffinés est estimée à 1.4 million de b/j. Le taux de croissance annuel de la consommation est estimé entre 4.5 et 10%. Les principaux consommateurs sont les centrales électriques (30%).

<b>Raffineries</b>	<b>Capacité en barils /jour (chiffres de 1999)</b>	<b>Type de pétrole brut traité</b>	<b>Origine du pétrole</b>	<b>Moyen d'acheminement</b>
Abâdân	370000	Lourd et léger	NISOC	Pipeline
Bandar-Abbâs	232000	Lourd	Kharg	Tanker
Téhéran	225000	Léger	NISOC	Pipeline
Ispahan	335000	Léger	NISOC	Pipeline
Arak	165000	Léger	NISOC	Pipeline
Tabriz	105000	Léger	NISOC	Pipeline
Chiraz	50000	Lourd	NISOC	Pipeline
Lavân	30000	Léger	IOOC	Pipeline
Kermânshâh	22000	Léger	NISOC	Pipeline

<b>Production de produits raffinés (m3 par jour)</b>									
<b>Chiffres de 1999</b>									
<b>Produits</b>	<b>Abâdân</b>	<b>Arak</b>	<b>Ispahan</b>	<b>B. Abbâs</b>	<b>Tabriz</b>	<b>Teheran</b>	<b>Shiraz</b>	<b>Kermanshâh</b>	<b>Lavân</b>
Gaz de raffinage	1720	807	2291	949	601	1245	241	98	111

Essence	Regular Premiu m	5828	3468	6552	6423	2011	4761	1464	621	886
		0	614	0	0	0	554	19	2	0
Kérosène Gasoil Fioul		4329	3667	7918	3561	2610	5190	654	513	0
		14195	7608	14537	8598	4580	10419	2299	633	1863
		27325	6026	11439	14952	4328	9732	1994	1522	1748

Il existe des projets gigantesques de développement des raffineries de Téhéran, Tabriz et Arak (800000 barils/jour !) pour permettre au pays d'accueillir éventuellement le pétrole de la Caspienne.

En terme d'infrastructures, l'Iran a plus de 3000 km d'oléoducs et 11800 km de gazoducs à haute capacité. Le principal terminal pétrolier est celui de Kharg d'une capacité de 4 à 5 millions de barils par jour. Le pétrole brut est aussi exporté à partir de Ras Bahregan et des îles de Lavan et de Sirri. Pour les produits pétroliers, les terminaux se trouvent à Mahshahr, Lavan et Abadan. La NITC (National Iranian Tanker Corporation) assure le transport de 75 millions de t/an avec une capacité de 3.5 millions de Tpl. Elle transporte 40% des exportations iraniennes de pétrole. L'Iran possède la flotte pétrolière la plus importante des pays de l'OPEP.

#### **2.4.4 La National Petrochemical Company (NPC).**

La chimie du pétrole est une industrie relativement jeune mais qui a rattrapé son retard sur les autres activités pétrolières. Pour l'Iran, c'est une industrie à forte valeur ajoutée et dont les

revenus ne sont pas considérés comme des revenus pétroliers. La technique consiste à « craquer » des molécules de certains hydrocarbures « de base », comme le gasoil, le gaz de distillation, le gaz naturel et surtout le naphta. Cette opération s'effectue à haute température (au dessus de 360°) et passe par plusieurs « craquages » et « reformages » successifs. Ces étapes débouchent sur la création d'oléfines (éthylène, propylène, butadiène, butylène) et d'aromatiques (benzènes, toluène, xylène).

Le secteur de la pétrochimie est nationalisé. La tutelle est exercée par le ministère du Pétrole par l'intermédiaire de la National Petrochemical Company dont le directeur général a rang de vice-ministre.

La NPC possède 12 complexes pétrochimiques d'une capacité supérieure à 12 millions de tonnes. En 1998-1999, 80 % de la capacité de production a été atteinte.

	Capacité (en tonnes)	Production en 1998-1999	Produits principaux
Bandar Imam	4 366 300	4 139 000	Matières premières pour industries diverses (plastique)
Razi (Shahpur)	3 226 000	2 228 000	Engrais
Shiraz	1 891 900	1 835 000	Engrais
Arak	1 057 000	912000	Matières premières pour industries diverses (cuir, plastique)
Khorassan	871000	871000	Urée
Kharg	457000	457000	Butane, pentane, propane
Tabriz	446700	446700	Matières premières pour industries diverses (emballage, peinture, PVC)
Abadan	212200	?	PVC
Ispahan	193000	?	Aromatiques
Farabi	67000	?	Anhydride phtalique

Pazargad	23900	?	Produits dérivés du sodium
Iran Carbon Black	21000	?	Noir de carbone
Total	12 713 300	Environ 11 000 000	

La NPC contrôle, par ailleurs, une usine de tubes et de joint en PVC (Polika), quatre sociétés d'ingénierie et de services (Eccpi, Pidec, Pidmco, Posc) et des sociétés commerciales chargées de vendre la production de ses usines (NPC Europe).

A l'instar de l'ensemble de l'industrie, le secteur a souffert des années de guerre contre l'Irak..

Les usines ne tournent, en moyenne, qu'à près de 70% de leur capacité (Tabriz en particulier). La production des complexes pétrochimiques a atteint 8.7 millions de tonnes en 1995-1996 et est estimée à 13.4 millions en 1998. Bien que la capacité de production ait plus que doublé depuis le début de la décennie (5.4 millions de tonnes en 1989), l'activité pétrochimique reste contrainte par l'insuffisance des investissements et l'ancienneté des installations. De fait, une large part de la production, estimée à 11.8 millions de tonnes en 1999 (contre 3 millions en 1989) est destinée au marché intérieur, tandis que celle réservée aux exportations (malgré tout non négligeable puisqu'elles ont représenté 1/5° environ des revenus des exportations non pétrolières en 1998-1999) pourrait être nettement supérieure, compte tenu du potentiel.

La politique du gouvernement iranien dans le domaine de la pétrochimie s'articule autour d'un objectif : faire de l'Iran une puissance pétrochimique régionale exportatrice derrière l'Arabie Saoudite en faisant grimper la production de 7.5 à 14.5 millions de tonnes à la fin du deuxième plan quinquennal. Le pays espère ainsi diversifier ses sources de recettes en devises étrangères et sortir, tout au moins partiellement, de sa dépendance du secteur des hydrocarbures. Le plan de développement stratégique, couvrant la période 1997-2013, prévoit un montant d'investissements de 20 milliards d'USD, dont un peu plus de la moitié est attendue en investissements étrangers. Afin de stimuler ces derniers, le gouvernement a assoupli sa législation dans le secteur, autorisant une plus grande participation des entreprises étrangères dans le capital des projets financés.

A terme, et dans la mesure où le plan aura été rigoureusement suivi, la capacité de production pétrochimique sera de 21 millions de tonnes. Les productions de méthanol et d'éthylène seront les principales bénéficiaires de ce plan.

Les principaux projets sont, à court terme, la mise en service d'une unité de Méthanol à Kharg (600000 tonnes) et la seconde phase du projet de Tabriz (55000 tonnes), à moyen terme, l'extension de Bandar Abbas (2 millions de tonnes) et à long terme, celle d'Abadan, Bandar Imam et Tabriz. Les besoins totaux de financement sont estimés pour le moment à 12 milliards d'USD. Il a été également question d'un complexe sur l'île de Qeshm (zone franche) qui produirait 800000 tonnes d'urée et 500000 tonnes d'ammoniaque en joint venture avec une société indienne.

Pour atteindre les objectifs fixés, la NPC bénéficie de l'autonomie financière. Actuellement, l'Iran exporte environ 20 % de sa production pétrochimique mais à l'horizon de 5 à 6 ans, les autorités veulent faire passer cette proportion à 70 %. La NPC a exporté 500 millions d'USD de produits pétrochimiques en 1998-1999 contre 271 millions en 1994-1995 mais en 2009, elle prévoit d'exporter environ 10 milliards d'USD par an.

Une zone économique spéciale pour la pétrochimie a été créée à Bandar Imam au nord des complexes existants. Elle devrait rassembler entre 22 et 25 unités sur 17 km<sup>2</sup>. Une autre zone située à Assaluyeh est en cours de création. Située sur le littoral du Golfe en face du champ gazier géant de South Pars, elle s'étend sur 10000 hectares. Elle est équipée d'un aéroport pouvant accueillir les gros porteurs et doit regrouper plusieurs projets pétrochimiques : 9° Olefin, 4° Aromatic, 10° Olefin, et 4° Methanol. Ce sont des zones de développement particulières ; elles ne sont cependant pas des zones franches.

### 3 Importance des hydrocarbures dans l'économie du pays.

#### 3.1 Les hydrocarbures ont façonné l'Iran moderne.

Les hydrocarbures ont largement influencé le développement économique du pays. Par exemple, Tabriz, aux portes de l'empire ottoman, était au siècle dernier la plus grande et la plus dynamique des villes de Perse.

Mais aujourd'hui, Téhéran et sa région occupent une place écrasante, avec 59 % des entreprises de plus de 10 employés. Cette situation est la conséquence de la découverte du pétrole en 1908, qui a donné à l'état central un rôle dominant, au détriment des villes de province et de la bourgeoisie des bazars. L'économie de l'Iran moderne s'est ainsi construite à chacune des extrémités du chemin de fer Transiranien inauguré en 1938, qui relie Téhéran à Ahvaz en évitant toutes les villes situées sur son passage. Jusqu'à sa nationalisation, l'Anglo-Iranian Oil Company a dominé l'industrie pétrolière avec la raffinerie d'Abâdân, qui fut longtemps la plus grande du monde, mais aussi toute la région du Khouzistân. Cette exterritorialité a bloqué tout processus d'industrialisation et poussé l'Etat, à l'autre bout de la voie ferrée, à se renforcer sur le plan politique à partir des années 1930, en accumulant dans la capitale tous les symboles du développement. Cette logique bicéphale a été renforcée au moment du bond pétrolier de 1974 où la bourgeoisie commerçante des bazars a été marginalisée au profit d'une nouvelle classe d'entrepreneurs, liée à l'Etat distributeur de la rente pétrolière et aux proches du pouvoir impérial.

Evolution de l'économie iranienne par secteur (% de la population active / et du PNB)			
	1976	1986	1991
Agriculture	34,0 (10,8)	30,0 (17,7)	27,6 (15,8)
Pétrole	0,6 (33,7)	0,6 (13,1)	0,7 (19,0)
Industries	33,6 (17,8)	25,5 (14,0)	25,1 (14,9)
Services	31,8 (37,7)	43,9 (55,2)	46,6 (50,3)

De 1979 à 1990, la guerre, la crise politique, la nationalisation quasi totale de l'économie et la rupture avec les pays industrialisés ont provoqué une crise économique majeure, marquée par une dévaluation du rial à 1/60 de sa valeur, la « dollarisation » de l'économie, un arrêt des investissements et l'explosion d'une économie informelle et spéculative. L'indice de la production industrielle est passé de 203 en 1977 à 118 en 1991. Cependant la rente pétrolière, pourtant en baisse (de 764 dollars par habitant en 1977 à 322 en 1991) a permis au pays de subsister.

### **3.2 Les contraintes en jeu.**

La politique gouvernementale iranienne pour les hydrocarbures est la résultante de plusieurs contraintes : une capacité théorique de production de 4 millions de b/j actuellement presque atteinte, une volonté de maintenir sa part de marché au sein de l'OPEP (13/14%), une forte consommation intérieure (1.4 million de b/j). Elle prévoit de forts investissements (21 milliards d'USD) pour augmenter la production de pétrole et de gaz, réduire la consommation intérieure de brut, augmenter la consommation intérieure de gaz, augmenter les exportations de gaz, trouver de nouveaux gisements et servir de pays de transit pour les hydrocarbures d'Asie centrale. Côté pétrole, l'accent est mis sur la nécessité d'augmenter la production « offshore » pour compenser le vieillissement des installations « on shore ». Ceci suppose d'importants investissements sur les sites existants ainsi qu'une intensification de l'activité d'exploration des nouveaux gisements.

Côté gaz, le gouvernement souhaite promouvoir l'emploi du gaz et ainsi substituer cette source d'énergie au pétrole dont la consommation intérieure augmente rapidement. Beaucoup reste à faire et les investissements nécessaires sont colossaux.

### **3.3 Les quotas de l'OPEP**

L'Iran est membre de l'OPEP. La production de pétrole oscille actuellement entre 3.7 et 3.8 millions de barils par jour. Dans les années 70, elle était de 5 millions de barils par jour. Dix

années de guerre contre l'Irak ont considérablement affaibli la capacité de production qui, bien qu'en partie restaurée depuis 1988, reste insuffisante en raison d'infrastructures pétrolières vétustes. Elle est surtout concentrée « on shore » (2/3 des gisements). Le coût de production d'un baril de brut iranien « on shore » est parmi les plus bas du monde. Les deux tiers de la production sont de l'Iranian Heavy.

En septembre 2001, le dernier quota imposé par l'OPEP était de 3.8 millions de barils par jour. En août 2001, le ministre du pétrole iranien a dû faire un démenti officiel suite à un rapport de la Middle East Economic Survey qui prétendait que l'Iran avait atteint les 4.1 millions de barils par jour.

La production de gaz est d'environ 95 milliards de m<sup>3</sup> (gaz naturel + gaz associés) en 1999, ce qui suffit juste à satisfaire la consommation intérieure. Le gaz naturel représente environ 58% de la production.

### **3.4 L'embargo des Etats-Unis**

En 1996, le Congrès américain a voté la loi D'Amato (Iran Libya Sanction Act ou ILSA) qui menace de sanctionner toute entreprise investissant plus de 20 millions de dollars en Iran.

La France et l'ensemble des gouvernements européens ont fait savoir qu'ils ne reconnaissent aucune valeur juridique à des textes ayant prétention à exterritorialité et qu'ils étaient opposés, sur le plan du principe, à un embargo sur l'Iran.

Les Etats-Unis ont mené, au moins jusqu'en 1997, une véritable guérilla diplomatique contre l'Iran, obtenant son exclusion des premiers consortiums pétroliers dans la Caspienne et poussant à fond un axe d'oléoducs est-ouest (Asie centrale, TransCaspienne, Bakou Géorgie, Turquie) qui exclut à la fois la Russie et l'Iran.

Importations - exportations : le montant total des importations d'équipements représentait environ 1 milliard d'USD en 1999-2000, hors pétrochimie.

Les principaux fournisseurs sont la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, la Chine, le Canada.

Aucune statistique douanière n'est disponible car les importations d'équipements pétroliers et gaziers sont ventilées au sein de plusieurs rubriques douanières. Le montant des importations

d'équipements pétroliers est appelé à baisser car l'objectif du gouvernement est de développer une industrie para pétrolière.

L'administration américaine maintient, malgré un léger assouplissement, l'embargo sur les échanges commerciaux et les investissements. Elle empêche également l'Iran de poser sa candidature à l'Organisation Mondiale du Commerce ; La décision de la Banque mondiale d'accorder à l'Iran un prêt de 235 millions de dollars pour deux projets touchants à l'environnement et à la santé, a été prise contre l'avis des Américains.

### **3.5 Les hydrocarbures restent la source de revenus principale du pays.**

Les hydrocarbures (chiffres donnés dans <u>l'Atlas d'Iran</u> )				
	1974	1980	1988	1991
Production de pétrole (Mt)	285	65	128	168
Dont consommation intérieure (%)	5.2	38.5	29.9	33.5
Production de gaz (G\$)	44	16.6	35	61.8
Revenus des hydrocarbures (G\$)	21	13.3	8.2	18
Part des hydrocarbures dans les exportations (%)	97	94.2	89.9	82
Revenu pétrolier par tête	653	366	150	322

Les exportations iraniennes de brut sont actuellement entre 2.4 et 2.5 millions de b/j. Pour 2000-2001, les observateurs attendaient des recettes d'exportation entre 21 et 26 milliards d'USD, soit une augmentation de 9 milliards d'USD par rapport aux recettes de l'année précédente (soit 45%) ou de 13 milliards d'USD par rapport aux prévisions budgétaires. Le continent asiatique, plus particulièrement le Japon et la Corée, est le principal destinataire du brut iranien (la moitié des exportations). Le reste est exporté vers l'Europe et l'Afrique.

Les recettes pétrolières continuent de représenter environ 80% des rentrées en devises de l'Iran. Une partie du brut exporté par l'Iran est nantie. Les quantités ne sont pas connues. Le volume doit, de par la loi, rester inférieur à 17% des exportations de brut. Les « swaps », pour leur part représentent 5350 b/j. En outre, l'Iran importe de l'essence : entre 4 et 5 millions de litres/jour. La consommation de gaz est de 53 milliards de m<sup>3</sup>/an environ, tandis que le torchage représente 13 milliards et la réinjections 30 milliards. Le gaz naturel représente le tiers de la consommation iranienne d'énergie, 350 villes sont alimentées par le gaz. Il y a plus de 5 millions de branchements. La demande intérieure en gaz croît de 15% par an.

Pour le gaz naturel, l'Iran manque de débouchés à l'exportation. Pour l'instant, les exportations sont d'environ 167 millions d'USD et vont essentiellement vers le Caucase. Plusieurs routes sont toujours à l'étude. L'Ukraine, par exemple, est intéressée par la construction d'un gazoduc qui passerait par l'Arménie, la Géorgie et la Crimée. L'Europe pourrait également se connecter à ce réseau. Des solutions existent aussi vers la Chine, Taiwan et la Corée du Sud, en utilisant des méthaniers.

Pour l'instant, Téhéran a signé un contrat avec Ankara en 1996 d'un montant estimé à 20 milliards d'USD et prévoyant la construction d'un gazoduc reliant les deux pays et des enlèvements de gaz iranien sur 25 ans. La construction du gazoduc a commencé en 1998 et après quelques mois de retard, l'exploitation devait commencer en décembre 2001. Des négociations sont également en cours avec l'Inde et le Pakistan. Il est, en particulier, question d'un gazoduc South Pars-Multan au Pakistan, avec une extension possible vers Hazipur-Bijapur-Jadgdishpur dans le nord de l'Inde. En février 2001, l'Inde et l'Iran ont aussi évoqué la possibilité d'un gazoduc sous-marin qui irait jusqu'à Gujurat. Enfin, dans le cadre du projet pétrolier de Sirri, 1.445 milliards de m<sup>3</sup>/an de gaz associés devraient être exportés vers les Emirats. Les importations de gaz ont été de 2 milliards de m<sup>3</sup> en 1999, toutes en provenance du Turkménistan, grâce au gazoduc Korpeje-Kurt Kui. Toutefois, l'Iran étudie également la possibilité d'importer du gaz d'Azerbaïdjan.

Mais globalement, les exportations de gaz restent marginales, en dépit du considérable potentiel.

### **3.6 Des réformes fragiles.**

L'envolée des cours du pétrole depuis la fin de l'année 1999 est, bien entendu, bénéfique pour l'Iran. Cette hausse a permis une augmentation très lente mais continue de la croissance (+2.5% en 1999, + 3% attendus en 2000). Ainsi, la politique budgétaire a pu être assouplie, conduisant à une hausse de la consommation publique (+8.2%) et des investissements (+8%) surtout dans la construction. L'endettement externe officiel s'est réduit à 8.8 milliards d'USD à la fin de septembre 2000 contre 24 milliards à la fin de 1998. Plus de problèmes de dette extérieure, remboursements des dettes de l'Etat au secteur bancaire, bouffée d'air aux importations, crédits au secteur privé pour des projets créateurs d'emplois. Personne ne se plaint du surplus de recette pétrolière. Mais cet afflux de devises inespéré, qui donne une impression de richesse, crée un climat négatif pour les réformes.

A partir du moment où le système actuel permet un afflux de capitaux, il faudrait une véritable capacité de prospective et un fort souci du bien commun pour réformer.

Les principes de la politique économique sont définis par des plans quinquennaux dont le premier a débuté en 1989. Le premier Plan islamique de développement de 1990 donnait la priorité donnée aux industries de base ou liées aux hydrocarbures (achèvement des raffineries de pétrole de Tabriz et d'Arak en particulier). Le troisième est en cours depuis mars 2000. L'un des objectifs principaux du 2<sup>o</sup> plan et surtout du 3<sup>o</sup> plan est de réduire la dépendance vis à vis des recettes pétrolières, en diversifiant la base industrielle du pays et en développant le secteur non pétrolier. Par exemple, le Troisième Plan prévoit une exportation de 2 à 2.5 millions de barils par jour, avec un prix moyen de 12.3 à 15.4 USD par baril pour les cinq années à venir. Le montant annuel des ventes de pétrole brut a été estimé à 11.3 milliards d'USD. Les exportations totales de pétrole et produits raffinés sont fixées à 13.3 milliards d'USD. Cet objectif semble accessible dans le domaine pétrolier mais prévoit aussi 6.8 milliards d'exportation non pétrolière par an, ce qui peut apparaître comme excessivement optimiste. La situation financière du pays est donc particulièrement lié au niveau des cours du pétrole.

### **3.7 Un axe d'effort de la politique étrangère iranienne : la Caspienne.**

Dans les relations entre l'Iran et les pays riverains de la Caspienne, les considérations économiques l'emportent souvent sur les rivalités politiques. Par exemple, les tensions avec l'Azerbaïdjan n'empêchent pas l'Iran de participer à l'exploitation du gisement azéri de Shah Deniz. Ceci amène légitimement à s'intéresser à cette région qui entre dans la politique iranienne des hydrocarbures.

## 4 La mer Caspienne

Célèbre pour son caviar, la mer Caspienne est également concernée par le sujet traité dans ce mémoire.

La Caspienne se présente comme un « golfe inversé », (André Dulait & François Thual, La nouvelle Caspienne, ellipses, 1998). Mer enclavée, très riche en hydrocarbures, elle se trouve aujourd'hui dans la situation du golfe arabo-persique 30 ans auparavant avec l'obligation d'évacuer ses richesses par voie terrestre. Cette mer a longtemps été un lac persan. L'Iran possède encore la façade méridionale. Celle-ci semble dépourvue d'hydrocarbures mais pourrait être concernée par des activités de transit et de transformation.

La mer Caspienne est devenue un enjeu depuis la chute de l'empire soviétique. Elle n'est plus uniquement l'objet d'arrangements bilatéraux entre Moscou et Téhéran. La définition d'un nouveau statut juridique, l'exploration et l'exploitation des réserves d'hydrocarbures ainsi que leur acheminement vers les marchés internationaux soulèvent des problèmes politiques économiques et stratégiques considérables.

### 4.1 Situation des hydrocarbures en mer Caspienne

Les frères Nobel, les Rothschild et de nombreux autres précurseurs ont exploré, mis en valeur et exploité la région. Ainsi, en 1897, les champs pétrolifères de Bakou fournissent-ils 45% de la production mondiale de pétrole. Cette situation a décliné au cours du siècle pour ne plus constituer que 3 % de la production de la seule URSS en 1991.

L'intérêt pour la région est relancé par la multiplication des acteurs étatiques. En 1996, le US Energy Department a estimé les réserves potentielles recouvrables de pétrole dans la région à 200 de milliards de barils (par comparaison les réserves saoudiennes, koweïtiennes et iraniennes sont de 260, 94 et 93 milliards de barils).

Ces estimations sont toutefois parfois considérées comme exagérément optimistes.

#### **4.1.1 Le statut de la Caspienne**

De 1921 à 1991 la mer Caspienne a été considérée par l'URSS et L'Iran, seuls Etats riverains pendant cette période, comme un lac régi par des traités internationaux bilatéraux et la législation interne de chaque Etat. Les ressources étaient donc leur propriété conjointe et exclusive. Depuis décembre 1991, la situation a profondément changé. Le nombre d'Etats riverains est passé de deux à cinq et les intérêts ainsi que les prétentions juridiques sur la mer et ses ressources se sont multipliés. Cette incertitude sur le statut final constitue un frein majeur aux investissements.

Deux approches s'affrontent, considérant la Caspienne comme une mer (soumise au traité de Montego Bay) ou un lac.

Dans le premier cas, les Etats riverains disposeraient, outre leur mer territoriale d'une largeur maximale de 12 miles marins, d'une zone économique exclusive où ils pourraient exercer leurs droits souverains d'exploration et d'exploitation des eaux, mais aussi des fonds marins et de leur sous-sol.

Si la Caspienne est assimilée à un lac, les Etats riverains disposeront d'une zone de 12 miles marins. Au-delà de cette zone, ils devront exploiter les ressources sur la base d'un accord commun, la Caspienne étant régie par un statut de condominium. L'exploitation des ressources sera donc placée sous contrôle d'une autorité internationale regroupant les pays riverains où les décisions devront être prises à l'unanimité.

Le statut a une influence directe sur le partage des richesses, ceci explique les différents actuels.

#### **4.1.2 Le jeu diplomatique**

Au départ, la Russie et l'Iran ont opté pour le statut de condominium qui proroge la tradition séculaire d'entente entre les deux anciens empires sur cette mer. De façon plus prosaïque, cela leur garantit un accès aux hydrocarbures.

L'Azerbaïdjan, principal bénéficiaire d'une sectorisation, a assez logiquement préféré l'option opposée. Le Kazakhstan et le Turkménistan adoptaient une position intermédiaire mais non identique.

Depuis 1998, les avancées sont plus bilatérales que globales, la Russie ayant finalisé des accords avec ses voisins, laissant l'Iran isolé sur sa position. Ce dernier est donc dans une

position inconfortable, d'une part il tente de n'être pas marginalisé dans la recherche exploratoire. Téhéran revendique 20% de la Caspienne, le parlement iranien a adopté une loi en février 2000, autorisant le NIOC à explorer, développer et exploiter les gisements de pétrole et de gaz de la Caspienne. Ainsi en mars 2001, la NIOC a signé un contrat de 226 millions d'USD avec une société suédoise (GVA Consultants) pour explorer le large de la côte de la province de Mazandaran.

Par ailleurs, le 23 juillet 2001, deux navires de la BP qui prospectaient pour l'Azerbaïdjan ont été interceptés par la marine iranienne. Depuis, la BP a suspendu ses explorations dans la zone.

Ces gesticulations sont pénalisantes pour tous les acteurs car elles diffèrent toute réelle mise en chantier, elles peuvent toutefois avoir une vertu paradoxale : obliger les protagonistes à négocier en amont sur des bases tenant compte des intérêts de chacun. Organisant l'interdépendance un accord serait alors en mesure de désamorcer des conflits futurs Cette problématique dépasse toutefois largement le seul problème du partage des richesses naturelles mais englobe également leur évacuation et leur traitement (problème évoqué dans les chapitres précédents).

#### **4.2 les possibilités d'évacuation des hydrocarbures**

Depuis l'indépendance des républiques d'Asie centrale et du Caucase, le bassin de la Caspienne est l'objet d'attention soutenue de la part des compagnies pétrolières et des gouvernements. L'Iran ne peut participer à l'exploitation que dans la mesure où prévaut un statut de condominium. Toutefois, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan, voire dans une mesure moindre l'Ouzbékistan, sont totalement enclavés. Ils sont donc confrontés au problème de l'écoulement de leurs productions sur le marché international.

L'Etat ou les Etats par lesquels transiteront ces hydrocarbures y trouveront un double avantage : d'une part ils profiteront d'importantes retombées économiques mais surtout ils assureront un rôle d'influence majeure. Dans ce contexte il existe une forte concurrence d'intérêts entre la Russie qui pourrait ainsi proroger son influence traditionnelle et l'Iran qui pourrait réinvestir le club des puissances régionales. Fait assez surprenant, cette concurrence n'est pas exacerbée en raison du danger commun représenté par le projet américain d'oléoduc Bakou-Ceyhan (Turquie).

L'option iranienne, de loin la moins coûteuse est confrontée à un double handicap :

-acheminant le pétrole, via l'Iran, jusqu'au Golfe persique, elle renforce la dépendance mondiale vis à vis de cette région à haut risque,  
-elle heurte la politique traditionnelle des Etats-Unis d'Amérique.

Il ne faut pas négliger les ouvertures possibles entre les administrations iraniennes et américaines dont les élites conviennent d'intérêts communs, mais les deux Etats sont bridés par l'aspect déclamatoire de leur opposition. Les récents accords de fin 2002 entre la Russie et les Etats-Unis sur l'évacuation du pétrole kazakh vers Mourmansk en lieu et place du pipeline vers la Chine redonne ses droits à la grande politique.

L'Iran et la Russie sont condamnés à un minimum de coopération, ce qui correspond à leur diplomatie traditionnelle. Pourrait donc s'instaurer un vaste accord tacite, où les américains seraient les garants des petits Etats de la région, tandis que l'Iran et la Russie assieraient leur position géopolitique et profiteraient d'importantes retombées économiques.

Le projet Bakou – Neka, exemple du « swap »

Cet oléoduc sous-marin permettrait d'exporter 370000 barils par jour de l'Azerbaïdjan vers l'Iran. Le pétrole est alors utilisé par les Iraniens qui exportent une quantité équivalente de leur pétrole au bénéfice des pays fournisseurs. La construction de cet oléoduc est aisée, il ne traverse pas les zones de guerre et renforce la position régionale de l'Iran. Cette technique du « swap » doit aussi entraîner une amélioration des capacités de raffinage des raffineries de Téhéran, Arak et Tabriz jusqu'à 800000 barils/jour.

## Conclusion

Depuis le VIII<sup>e</sup> siècle avant J.C, l'aire perse a conservé son autonomie politique, hormis un court intermède (que le lecteur excuse le jeu de mots) sous la domination Omeyyade. Et encore, ce dernier est surtout lié à la localisation mésopotamienne du pouvoir sassanide, car malgré un très progressive islamisation la dépendance du plateau persique vis à vis de Damas fut très relative.

Ennemi pluri-millénaire de l'Aryen, le Sémite fut son grand concurrent depuis la plus haute antiquité, exception faite des hébreux libérés par Assuérus du joug babylonien. La confrontation avec le monde turco-mongol ne fut point d'une extrême tendresse depuis les X, XI<sup>e</sup> siècles jusqu'au paroxysme timouride au début du XV<sup>e</sup> mais les traces de l'histoire sont moins nettes. On a même pu assister à une synthèse des deux mondes dans toute l'antique Transoxiane, le turc assurant la stabilité politique, le perse la culture. Cette synthèse se retrouve à partir de l'accession au pouvoir de la dynastie Séfévide, qui, quoiqu'elle fût elle-même turque réaffirma l'iranité, en annexant le chiisme duodécimain.

L'opposition entre fils de Japhet et de Sem retrouvait donc sa force au sein même de l'idéologie islamique. Son plus récent développement est probablement le conflit Iran/Irak dont les soubresauts géopolitiques sont encore au centre de l'actualité.

Les luttes d'influence se font avec les armes dont disposent les protagonistes. Dans cette région, les hydrocarbures constituent un levier majeur.

La prise en compte d'éléments très techniques, l'outil industriel du pays, ou plus politique, la problématique des hydrocarbures de la Caspienne, donnent une impression d'ensemble qu'il est légitime de qualifier de géopolitique.

Il serait toutefois prématuré, si ce n'est présomptueux d'affirmer l'émergence de l'Iran, car si ce dernier dispose d'un grand potentiel, il lui faudra faire preuve de clairvoyance et d'habileté politique pour le transformer en réelle puissance.

Ce potentiel est en premier lieu d'ordre géologique grâce aux importantes réserves en pétrole et surtout en gaz.

Il est ensuite infrastructurel et industriel ; l'Iran disposant d'un réseau de pipe-line aisément valorisable sur le plan technique, il pourrait participer à l'évacuation du prometteur gisement de la Caspienne exploité principalement par ses voisins. Par ailleurs, le choix d'intervenir

dans la transformation des hydrocarbures alors que l'essentiel des pays producteurs se contente de la commercialisation, a permis à l'Iran de se doter d'un véritable outil industriel. Ce potentiel est également commercial et financier ; si les besoins en financements sont très importants, en retour l'autonomie industrielle peut permettre à l'Iran de devenir un acteur sur les marchés à terme.

Il est enfin politique car dans un domaine aussi stratégique que l'approvisionnement énergétique, le terme clientèle s'applique dans toutes ses acceptions. En l'occurrence, en feraient partie aussi bien les acheteurs que les producteurs enclavés.

Ce potentiel ne peut se transformer en puissance que par une action politique difficilement imaginable avec le régime actuel. Toutefois certains facteurs d'évolution permettent d'être optimiste à l'horizon d'une génération. Conséquence de la crispation islamiste, l'Iran bénéficie d'une diaspora très occidentalisée et riche d'un haut niveau intellectuel. Sur le territoire national, la jeunesse bénéficie d'un haut niveau intellectuel et prend ses distances vis à vis du régime.

La géopolitique devrait tôt ou tard reprendre ses droits. La rupture stratégique du 11 septembre a poussé les Etats-Unis à entamer des négociations discrètes sur l'Afghanistan, en particulier concernant les populations chiites, les Hazaras. Ce précédent a permis aux interlocuteurs de se connaître, les structures sont donc en place pour aller de l'avant. Sans entrer dans la politique fiction, il n'est pas incongru d'imaginer un forum régional parrainé par les Etats-Unis d'Amérique au sein duquel seraient débattues les questions régionales entre l'Iran, la Russie, la Chine et l'Inde, réalisant ainsi un partage tacite de la région.

Les grands perdants seraient alors les ennemis proches de l'Iran, le monde arabe et plus largement le monde sunnite.

L'obstacle majeur n'est pas tant le régime des Ayatollahs mais son discours de légitimation, lequel n'a qu'une valeur politique interne et non pas une vocation géopolitique.

# TABLE DES MATIERES

1	Données générales.....	5
1.1	Historique.....	5
1.2	Une situation géologique privilégiée.....	5
1.2.1	Origine des hydrocarbures.....	6
1.2.2	Situation géologique.....	6
1.3	Principaux gisements.....	7
2	L'Etat principal acteur.....	9
2.1	Une activité nationalisée.....	9
2.2	Le Secteur privé.....	10
2.3	le retour des compagnies étrangères.....	10
2.4	Principaux acteurs industriels.....	12
2.4.1	La National Iranian Oil Company (NIOC).....	12
2.4.2	La National Iranian Gas Company (NIGC).....	13
2.4.3	La National Iranian Refining and Distribution Company (NIRDC).....	14
2.4.4	La National Petrochemical Company (NPC).....	16
3	Importance des hydrocarbures dans l'économie du pays.....	20
3.1	Les hydrocarbures ont façonné l'Iran moderne.....	20
3.2	Les contraintes en jeu.....	21
3.3	Les quotas de l'OPEP.....	21
3.4	L'embargo des Etats-Unis.....	22
3.5	Les hydrocarbures restent la source de revenus principale du pays.....	23
3.6	Des réformes fragiles.....	24
3.7	Un axe d'effort de la politique étrangère iranienne : la Caspienne.....	25
4	La mer Caspienne.....	26
4.1	Situation des hydrocarbures en mer Caspienne.....	26
4.1.1	Le statut de la Caspienne.....	27
4.1.2	Le jeu diplomatique.....	27
4.2	les possibilités d'évacuation des hydrocarbures.....	28